

## Manœuvres scientifiques en terrain militaire

In: Genèses, 19, 1995. pp. 108-121.

### Résumé

■ P. Bruneteaux : «Manœuvres scientifiques en terrain militaire». L'usage de la technique ethnographique s'imposait pour étudier un groupe (les gendarmes mobiles) qui travaille et même vit en groupe. A Saint-Astier, cette force de l'ordre fait passer à tour de rôle ses escadrons qui répètent dans un village artificiel les principaux éléments du répertoire de maintien de l'ordre. Observer ne suffit pas. Il faut s'interroger sur ce que cette organisation fermée laisse apparaître d'elle-même (les autorisations partielles d'accès pour voir le groupe de loin), sur ce qu'il est possible de glaner comme information dans un milieu secret qui ne supporte pas d'être observé et qui perçoit l'entretien comme un interrogatoire. D'où une série d'analyses sur le pari d'observations peu «voyeuristes» et de discussions non formelles.

### Abstract

«Scientific manoeuvres on military The ethnographical method is best suited for the study of a group (here, the special service police) who work and even live communally. At Saint-Astier, this police force sends its squadrons, a unit at a time, to an artificial village where they are put through their paces in all areas of law enforcement. One must question what this closed organization allows to be filtered out about itself, what kind of information can be unearthed in a secret world which finds observation unbearably intrusive, a world which perceives an interview to be practically an interrogation? From this standpoint, a series of analyses was undertaken, involving a gamble on discreet discussions and informal observation.

---

Citer ce document / Cite this document :

Bruneteaux Patrick. Manœuvres scientifiques en terrain militaire. In: Genèses, 19, 1995. pp. 108-121.

doi : 10.3406/genes.1995.1296

[http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/genes\\_1155-3219\\_1995\\_num\\_19\\_1\\_1296](http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/genes_1155-3219_1995_num_19_1_1296)

---

# Manœuvres scientifiques en terrain militaire

**Patrick Bruneteaux**

Cet article est issu d'une thèse relative aux forces de maintien de l'ordre. Elle m'a conduit à interroger le rapport entre violence d'État et violences contestataires dans un régime pluraliste. En restituant un processus séculaire (1880/1980) de différenciation (création des forces de l'ordre en 1921) et de professionnalisation (répertoire de maintien de l'ordre) des structures coercitives qui aboutit à instituer une «troisième» force d'État comprise entre les forces de sécurité individuelle (police, gendarmerie départementale, polices municipales) et les troupes guerrières (armée de terre et de l'air, marine, prévôté, légions de marche...). Les forces de maintien de l'ordre naissent de la nécessité d'aménager les formes de la répression dans un régime démocratique qui tolère les conflits collectifs et ses manifestations publiques (manifestation, grève, occupation d'usine...) en recourant à des procédures plus modérées (la grenade lacrymogène remplace le fusil, la lance à eau, la baïonnette).

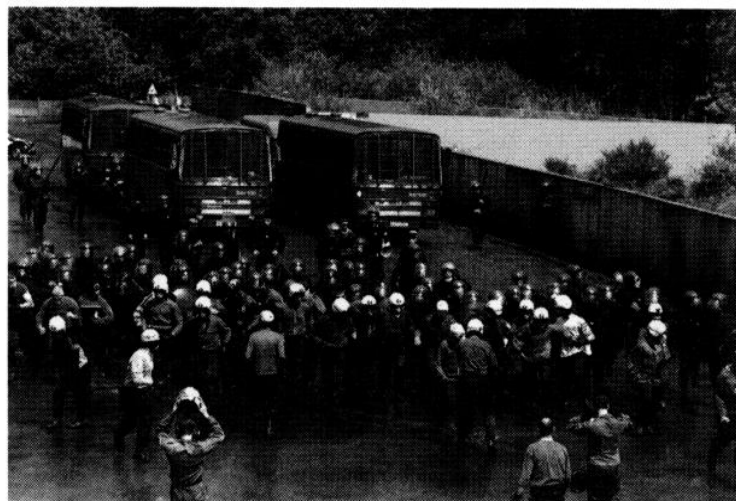
La démarche qualitative s'imposait dans la mesure où, si les archives permettaient de restituer l'aspect généalogique et structurel du phénomène, les «entretiens» et l'observation devenaient l'outil premier pour comprendre une phase d'aboutissement : la dernière période<sup>1</sup> est en effet caractérisée par un travail d'intériorisation des contraintes de passivité relative face aux protestataires (renforcement de la formation initiale suivie de stages permanents). A travers les archives, on saisissait le mouvement de régulation externe de la violence d'État (création et structuration des organisations, procédures et outils d'intervention, événements analyseurs tels que Fourmies en 1891, la crise viticole de 1907, février 34, grèves de 1947 et 1948, mai 68...). Grâce aux «entretiens» et à l'enquête de type ethnographique s'ouvrait l'univers de la régulation interne.

La possibilité d'enquêter dans le milieu des forces de maintien de l'ordre soulève la ques-

1. La première période concerne toute la phase des contradictions et des problématisations, entre 1880 et 1921 qui aboutiront à la création des pelotons mobiles de gendarmerie. La seconde traite la mise en place des forces de l'ordre et l'invention des premiers outils matériels et mentaux de maintien de l'ordre (1921/1948). La dernière période s'attache à expliquer le perfectionnement de ce répertoire, avec l'accent mis sur les techniques de formation des CRS et des gendarmes mobiles (après mai 68 essentiellement).

2. Attaché au Cabinet du Directeur de la gendarmerie, il rédige les discours du ministre (pour les affaires de la gendarmerie) et des fonctionnaires politiques de la Direction. Il a organisé le colloque international sur la gendarmerie de juin 1991.

tion de son intérêt à accueillir un inconnu désirant accéder à un univers très fermé. Deux séries indépendantes se rencontraient : en premier lieu, j'effectuais une thèse sur les transformations de la répression sociale en démocratie. En second lieu, les institutions coercitives, policières et gendarmiques, cherchent de plus en plus, surtout à partir des années 80, à se «moderniser», à changer d'«image» et à perfectionner les méthodes de formation en visant une meilleure appréciation du «public». Mon travail pouvait séduire certains agents de ces corps. Le double chiffrage scientifique et politique de cet intitulé favorisait un jugement positif des responsables des «relations publiques». Après une visite de demande au SIRPA de la gendarmerie, un des responsables me mit en contact avec un officier du corps perçu par ses pairs comme l'intellectuel le plus reconnu<sup>2</sup>. Il deviendra «le» contact. J'ai pu, par son intermédiaire, avoir accès aux archives contemporaines de l'organisation et entamer une activité ethnographique à l'intérieur de centres d'instruction ; notamment celui de Saint-Astier qui organise, sur un «plateau d'évolution» composé de sites et d'artères urbains, des simulations grandeur nature d'opérations de maintien de l'ordre. Ce sont les modalités d'investigation sur ce terrain qui offrent la matière principale de cet exposé, quoique les cinq années passées à «ethnographier» les interstices de la recherche m'aient beaucoup apporté en ce domaine. La culture interne peut être sans doute mieux appréhendée dans le mouvement sans mouvements de la vie quotidienne, la vie ordinaire d'un dépôt d'archives, les interactions de couloir, les potins des bars de sous-officiers, les décors des bureaux personnalisés des officiers, les allées et venues dans une caserne, une sortie en discothèque avec des gendarmes-auxiliaires. On est souvent tenté de faire de l'exotisme (et l'observation de Saint-Astier n'y échappe pas) comme le reconnaît l'ethno-



*Après contact avec les FO, les manifestants se replient derrière une barricade*



*Pour enfoncer la barricade, les FO utilisent un VBRG (véhicule blindé à roue de la gendarmerie), qui pendant l'assaut, reçoit pavés et cocktails Molotov.*



*La barricade enfoncée, un ELI (équipe légère d'intervention) va en reconnaissance pour voir s'il n'y a pas d'autres pièges et prépare le passage en force du reste de l'escadron.*



3. *Un anthropologue en déroute*, trad. Payot 1992, p 98. L'attraction pour les petits faits qui fourmillent autour des grands faits permet de "voir" par exemple ce bureau où trônaient divers trophées, ces débris d'interventions «musclées» (boucliers fendus, casques troués, projectiles très «contendants» utilisés par les manifestants...) qui fonctionnent comme un drapeau pris à l'ennemi.

4. *Op. cit.*, p 86.

5. Il oppose la tactique, série de pratiques par à coups sur un terrain adverse à la stratégie qui se déroule sur un territoire «propre» à partir duquel il est possible de «gérer les relations (ou rapports de forces) avec une extériorité». *L'invention du quotidien*, UGE, 1980, tome 1, Arts de faire, p 82/89.

6. L'espionnage journaliste a ses lettres de noblesse avec Günter Walraff ou Anne Tristan, mais l'entrisme sociologique est encore illégitime : cf René Lourau, *Le Journal de recherche*, Méridiens Klincksieck, 1988, p 154 et s, notamment à propos de Daniel Mothé et son *Journal d'un ouvrier*. Une couverture dans la gendarmerie aurait supposé de passer un concours d'entrée ou de trouver une place de «civil» soit dans un lieu de passage soit auprès d'un groupe suffisamment pertinent.

7. Se reporter notamment à l'introduction d'Olivier Schwartz, *Le monde privé des ouvriers*, PUF, 1990, plus particulièrement p 35 et p 41.

8. J'ai relevé cette tactique dans mon journal : «mon questionnement procède souvent par volonté de tomber dans l'erreur pour inciter le répondant à dire «mais non c'est pas ça» et l'autoriser à énoncer avec fierté le constat réel que j'attendais mais dont je ne connaissais pas la forme ou dont j'espérais une confirmation. La plus grande naïveté permet parfois à l'autre de ne pas sentir le danger». Note du 26/7/90.

9. Trois périodes de 15 jours pour les archives de la gendarmerie du Blanc sur la base d'une autorisation de 6 mois non reconductible ; un déplacement de 20 jours dans le centre de formation des gendarmes mobiles à Saint-Astier ; une journée à la caserne de Melun puis à celle de Montluçon. La seule exception fut la liberté paradoxale de chercher des sources (et de les obtenir ensuite) dans les fichiers du centre de documentation de la Direction pendant plus d'une année, avec de fréquentes «visites» sans rendez-vous tout au long de la thèse.

10. Il y a les contacts qu'on relance pour une ouverture de terrain, les garde-barrières qui contrôlent un stock d'information (responsables de centre de documentation ou d'archives) dont on a juridiquement l'accès et, enfin, «les pairs» qui constituent des membres du corps qui sont présents là où se déroule le travail (agents administratifs, officiers instructeurs des gendarmes auxiliaires). On peut les objectiver latéralement en plus des agents du groupe pertinent, tous ceux à partir desquels l'objet se construit : à Saint Astier, les officiers et les escadrons de gendarmes mobiles rassemblés pour les stages de formation au maintien de l'ordre.

graphe Nigel Barley, excédé dans les premiers temps de son étude d'un village Dowayo au Cameroun, par le fait qu'«ils ne faisaient rien, ne se consacraient à aucune activité symbolique. Ils se contentaient d'exister»<sup>3</sup>.

Ce article repose sur la volonté de dégager les contraintes qui pèsent sur le chercheur quand il pénètre dans un univers bureaucratique particulièrement réticent à livrer des informations sur son mode de fonctionnement car ce dernier consiste, tout au contraire, à prélever du sens et à le stocker dans le plus grand secret, la préparation des acteurs à ce type de tâche étant elle-même entourée de la plus grande discrétion. La prétention de cet article est de faire fructifier une expérience de «terrain», en repensant les recettes bricolées qu'il a fallu employer pour approcher les membres des forces de l'ordre, au-delà de l'autorisation de l'officier-contact. Tout cela sans postuler que les ferments de systématisme contenus dans cette analyse permettront de lui attribuer simultanément une validité universelle : les conditions de la transposabilité de ces techniques situées de collecte demeurent un problème majeur.

Il est vrai que, sur un «terrain» où l'observateur partage plus ou moins certains éléments des configurations cognitives (soit intériorisés : langue, «actualités», histoire collective ; soit appris pour les besoins de la recherche : instructions juridiques, histoire interne, organisation) du groupe qu'il étudie, il peut plus facilement en anticiper les attentes normatives (valeurs, étiquette, mémoire «hagiographique»). Il parvient de ce fait à éviter les plus grosses gaffes, à l'opposé de cet anthropologue en déroute, si sincère, qui croyait, lors d'un premier échange, saluer le chef du village en disant : «Pardonnez-moi j'ai de la viande sur le feu» alors qu'il lançait en fait : «Pardonnez-moi, je baise avec le forgeron»<sup>4</sup>. Mais ce partage de contenus qui facilite une interaction sans faute lourde ne saurait

être pris pour un monde d'intercompréhension. Les registres évaluatifs, affectifs et moraux forment les autres dimensions d'un sens commun spécifique sans linéarité avec les constructions logiques du chercheur. Pourtant, ces réserves étant faites, il faut bien reconnaître que ce travail ethnographique ressemble à un bricolage mêlant des techniques ordinaires de présentation de soi, proches de l'espionnage, et certains outils présents dans le stock méthodologique de la science sociale, notamment le procédé des discussions informelles orientées et effectuées sur les lieux de vie. La question est donc celle des conditions de travail qui offrent la meilleure position possible dans l'univers de la gendarmerie pour collecter les informations jugées pertinentes. A cet égard, il semble se dégager deux ensembles de «tactiques» – d'entrisme – au sens de Michel de Certeau<sup>5</sup> : d'abord une construction de respectabilité ; ensuite une gestion des résistances. Pourquoi une telle construction de rôles ?

A moins de se déguiser en gendarme et d'observer alors des «pairs» incognito, mais d'une place forcément subalterne et figée<sup>6</sup>, l'investigation qualitative dans un milieu qui observe le chercheur qui observe implique, dès lors, de comprendre ce que la différence importée par celui qui se montre comme «chercheur» fait subir à l'objet. Plus précisément, c'est, inversement, l'anticipation de ce phénomène inéluctable<sup>7</sup> de transformation de la chose observée qui retiendra l'attention. On privilégiera ainsi l'analyse de séquences comportementales qui était destinées à réduire les effets négatifs d'intrusion étrangère sur le «terrain». Finalement, il a semblé possible, à l'intérieur de nombreuses limites, de jouer partiellement sur les perceptions et les appréciations des agents étudiés de sorte que l'effet de perturbation qui se manifeste toujours à divers degrés, soit géré pratiquement au cœur de la relation d'enquête. C'est donc un travail d'objectivation, largement rétrospectif, de la

construction d'une série de rôles aussi acceptables que possible, que l'on va plaider ici.

La seule stratégie intentionnelle qui armait cette investigation résidait dans le parti de ne pas faire d'entretiens formels. Puisque les acteurs devaient pouvoir me parler – et aussi agir le plus «librement» possible<sup>8</sup> – sans que je les contraigne à le faire par un contrat de conversation, les représentations de respectabilité mais aussi les adaptations destinées à atténuer les effets des méfiances inévitables, devenaient fondamentales. Mais seule l'analyse présente permet de formaliser ces deux types de représentation qui, à l'époque, s'actualisaient à travers une multitude de comportements dont les principes étaient méconnus.

Avant de développer ces deux points, il faut dire que l'habituelle distorsion entre propositions théoriques et matériel empirique a été amplifiée : en premier lieu, le mode d'accès à l'objet a limité grandement mes droits d'investigations. Entrer en contact avec certains agents d'un groupe dominant regroupés en corps implique une lutte inégale autour de la définition des lieux et des agents étudiés, dans la mesure où il s'agit pour les officiers de contrôler le prélèvement du sens auprès de tous les membres du corps. Dans ce rapport de subordination, le chercheur prend souvent ce qu'on lui donne, les autorisations étant renouvelées pour chaque site<sup>9</sup>. On rencontre différemment des gendarmes en fonction des ouvertures de la hiérarchie aussi bien pour les lieux que pour les agents. L'objet se livre presque toujours par des intermédiaires<sup>10</sup>. L'ordre bureaucratique définit largement les «cibles» possibles et fait sentir sa présence tout au long d'une enquête qui se passe à l'intérieur de l'organisation. Il est donc très difficile d'étanchéifier le travail sociologique.

Ensuite, il semble que la distance sociale dans le rapport d'enquête soit plus forte dans ces milieux où la part du «caché» est beaucoup



11. *Le travail à côté*, INRA-EHESS, 1989. A Olivier Schwartz qui a vécu de longues années dans une cité ouvrière, toutes choses impensables, à l'heure actuelle, dans le milieu de la noblesse par exemple. Cf. les travaux presque sans entretien de Monique de Saint-Martin, *L'espace de la noblesse*, Métailié, 1993, p 169/170 ; où les entretiens quasi « unilatéraux » que des nobles, rompus à l'art de la conversation, verrouillent presque complètement : Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot, *Pratiques d'enquête dans l'aristocratie et la grande bourgeoisie*, in *Genèses*, N°3, mars 1991, pp. 120/133 et surtout pp. 129 et s.

12. Cette idée est suggérée par Max Weber à propos des hommes politiques que leur fortune rend « indépendants ». *Le Savant et le Politique*, UGE, 1982, p 114. Plus profondément, l'extension de l'usage de la monnaie a révélé qu'elle est un instrument social individualisant modifiant « la conception de l'avoir personnel, la représentation de ce qui est à soi et qui ne regarde pas les autres ». Philippe Ariès et Georges Duby (sous la dir. de), *Histoire de la vie privée*, Seuil, 1985, tome 2 : De l'Europe féodale à la Renaissance, p. 13.

13. Conversations de table avec des élèves-officiers sortis du rang. Saint-Astier.

14. Aussi riche soit-elle, l'expérience à Saint-Astier ne doit pas cacher le fait que ce centre m'a été ouvert car il fait le prestige de l'Arme. Il donne à voir une volonté de former le personnel avec les formules pédagogiques idéales, sans « écarts individuels ». Des journalistes et des délégations étrangères s'y déplacent.

15. Il existe des dizaines de milliers de fiches, déposées dans des boîtiers pivotants sur le modèle du fichier de la salle des microfilms de la Bibliothèque Nationale.

16. « Habitus, code et codification », *Actes de la Recherche en Science Sociale*, n° 64, p 40/44 (plus particulièrement première colonne de la page 42).

plus importante. Dans les milieux populaires, tout se passe comme si le chercheur devait faire sentir qu'il partage certaines normes et pratiques du groupe car les dominés attendent de l'impétrant qu'il puisse devenir une ressource pour des agents qui justement manquent de forces. Je pense à Florence Weber qui, abordant la question des ressources complémentaires des ouvriers, s'est vu confier des responsabilités administratives dans une association locale, a vécu sur les lieux d'enquête et a pris le parti de ne pas faire un tour d'usine avec des cadres<sup>11</sup>. Les dominants (les officiers) sont sûrs de leur être, mais d'un être à isoler des entreprises d'objectivation déconstructiviste car sa définition est un enjeu de conservation. Il faut entendre par « définition » les ressources qui font l'armure des agents « nobles » d'aujourd'hui : les capitaux qui permettent de construire une identité « individuelle », au premier rang desquels il faut placer le capital économique<sup>12</sup>. Ou ceux qui – et c'est là un enjeu majeur dans l'étude des forces de maintien de l'ordre – solidifient l'identité collective du groupe, tel que le capital informationnel conservé et monopolisé par les officiers dépositaires des savoirs fondamentaux du corps et des messages mythiques sur le sens originel de l'action répressive étatique ; tandis que les exécutants ont très peu à cacher : ils utilisent des informations parcellaires et leur rôle « mécanique » d'usagers de la force amplifie cette dépossession en focalisant leur attention, dans les opérations de maintien de l'ordre, sur des questions techniques : « savoir si ça frappe, si on en a pour longtemps, si on va manger »<sup>13</sup>.

Les dirigeants des forces de l'ordre (de manière « générale ») voient forcément dans le chercheur un élément inutile et perturbateur sur lequel sera exercé une vigilance discrète. Une de ses formes les plus inattendues consiste, en particulier, à monopoliser la parole : un « général » très haut placé (chargé du personnel) me croisa sur le « plateau d'évolution » en train de prendre des photos. Son



interrogatoire devenant inquiétant, je lui déclinai sans attendre mon identité et je lui précisais que la «Direction» avait autorisé mon «entrée». Je l'invitais même à venir le jour de ma soutenance (effet de publicité me disais-je qui devait court-circuiter l'appréciation «photos à scandale»). Le soir, je le retrouvais à la table des officiers instructeurs et, connaissant pourtant la nature de mon déplacement, il évoqua pendant tout le repas, dans un silence respectueux, son rôle de lieutenant pendant la guerre d'Algérie.

D'où une lutte incessante contre les assignations à terrains<sup>14</sup> qui ne représentent bien souvent qu'une forme diluée des protocoles neutralisés de «visites» ou de «portes ouvertes» : entretien collectif avec certains élèves, dans un certain lieu, avec la présence d'un cadre (cas de ma «visite» à Montluçon que l'officier-contact considérait comme «la meilleure des quatre écoles de sous-officiers»). De manière générale, l'ouverture segmentée du «terrain» n'autorise pas le chercheur à postuler dans ses résultats une entrée globale dans ce type de groupe. Je n'ai jamais pu approcher un escadron en partageant plusieurs semaines d'affilée sa vie quotidienne, ce qui était fondamental pour ma recherche. Je n'ai pas pu non plus administrer un questionnaire à plusieurs unités comme je l'ai demandé à plusieurs reprises. Ce n'est pas une résistance en soi des agents du terrain mais simplement une barrière administrative du «château». L'usage des documents archivistiques constitue un bon exemple du compartimentage des sources. Si la «Direction» m'a donné l'occasion de compulser à satiété (et je remercie au passage tous ceux qui m'ont aidé) les archives du Blanc (300 000 cartons disponibles) pour une période de six mois, si j'ai pu consulter librement le fichier central du Centre de documentation de la Direction<sup>15</sup>, je n'ai jamais pu mettre la main sur des documents classés «confidentiels défense» ni sur des rapports rédigés par des généraux et ce, sans qu'aucune barrière juri-

dique ou humaine ne s'y oppose. Ils n'étaient tout simplement pas visibles à l'intérieur de ce que je considérais être le cœur de l'organisation. Ce qui enseigne l'existence de multiples sas de secret dans une même organisation.

## Construire sa respectabilité

Quand je «débarquais» dans un endroit appartenant tant juridiquement que socialement à la Direction de la gendarmerie, mon intrusion équivalait à un surgissement radical : il n'était pas possible de «préparer» le terrain, de se glisser progressivement dans le groupe parce que la durée de présence était balisée et courte et que, de ce fait, la seule solution possible était d'arriver le plus rapidement possible sur les lieux et de commencer immédiatement le travail, en mettant en avant implicitement l'obligation de réception et celle de voir. Il n'y avait pas d'acclimatation mais un simple parachutage sur le «théâtre des actions» à observer. D'où une grande importance des codes formels de respectabilité lorsque des inconnus, comme l'a expliqué P. Bourdieu<sup>16</sup>, se rencontrent pour la première fois lors d'une situation officielle qui peut prêter gravement à conséquence.

### *Être supportable*

Dans un univers fermé, aussi bien socialement que territorialement, la plupart des actes du chercheur sont exposés soit aux agents, soit aux pairs qui évoluent dans le cantonnement. L'unification des scènes de l'action qui découle de cette situation est très problématique : le sociologue se doit d'aménager ses pratiques le plus possible dans le sens d'un mimétisme pondéré de ce qui peut être copié par un civil/chercheur, cela bien entendu sans offenser les agents du milieu.

Il m'apparaissait nécessaire de respecter d'abord le règlement intérieur du centre (tenue, rendre le bonjour, éviter les zones interdites<sup>17</sup>, heures de repas, présence régu-



17. Il existe des espaces sacrés, notamment les zones qui jouxtent «le drapeau» et le territoire de réception des hôtes en face du bâtiment du colonel commandant le centre.

18. A commencer par la visite de politesse rendue au colonel qui commande telle caserne, tel dépôt, ou tel centre de documentation.

19. A la fin du stage, je rendais «une visite de courtoisie» au colonel commandant le centre. Je lui demandais un papier officiel mentionnant mon temps de passage, «pour mon patron de laboratoire». Il comprit parfaitement cette remarque et semblait même plutôt satisfait de cette rigueur. Il me délivra un document qui ressemble à un diplôme.

20. Lors d'un déjeuner en compagnie d'élèves-officiers anciennement gendarmes «de base», les nouveaux promus discréditaient un élève sorti de Saint-Cyr en expliquant que sa cicatrice au menton provenait d'une «leçon» sévèrement administrée par un «para» dans les toilettes de cette école militaire.

21. Les dizaines d'exercices de maintien de l'ordre finissaient par ne plus rien m'apprendre. Mais je ne pouvais remettre en cause une mission officiellement centrée sur l'observation de ces exercices.

22. Je m'obligeais à être présent parmi les officiers instructeurs pour leur montrer que j'étais là où il fallait, que je ne disparaissais pas. Je cherchais à éviter de donner l'impression de trainer quelque part en dehors de leur zone de perception ; et ce d'autant plus que j'avais déjà déserté leur table pour celle de leurs élèves. D'où l'effort pour traverser leur route à différents moments de la journée.

23. Le terrain d'exercice a «tué» un des mes pantalons à cause des éclaboussures de boues, d'essences et d'huiles à profusion sur un macadam où brûlent des voitures et des pneus.

24. Suivre certains exercices supposait de courir, marcher dans les bois ou «gicler» d'un camion.

25. On peut dire que plus l'action est collective et formalisée, moins elle est falsifiable ou, inversement, de nature à être perturbée par la posture objectivante, ne serait-ce que parce que les membres ne se sentent pas directement visés. Ainsi, l'observation/accompagnement d'un exercice de manifestation n'atteint pas le déroulement de la scène.

26. Ne disposant pas de l'habitus des acteurs, la même position occupée déclenche des représentations et des émotions forcément différentes.

lière, respect des préséances et des codes). Il fallait respecter les convenances protocolaires<sup>18</sup>. C'est ainsi qu'il faut connaître les grades des agents ainsi que les désignations en usage. Par exemple, il faut pouvoir repérer rapidement l'insigne du grade et le lire pendant le temps de l'abordage. Lancer un «bonjour mon colonel» n'est possible qu'en regardant l'officier. La soumission du chercheur au formalisme interne est indispensable pour celui qui veut susciter une parole véhiculée dans un quasi «entre-nous». Le respect des grades constitue pour le civil un acte d'allégeance par lequel on neutralise plus ou moins chez le militaire un réflexe de fermeture. Toute proportion gardée, l'hommage rendu rassure le militaire sur les qualités qu'il a à défendre face au civil. Celui-là sera d'autant plus prompt par la suite à reconnaître la bonne compagnie du civil et à s'autoriser davantage de familiarité avec lui que ses positions fondamentales auront été garanties. Ces apparences rigides pourraient laisser croire que l'observateur est prisonnier d'un monde de sens commun. En fait, cette soumission est une nécessité ordinaire de tout travail ethnographique qui ne doit pas «perturber» la culture du milieu étudié.

J'ai bénéficié d'une présomption sociale de professionnel actif<sup>19</sup>. Inconnu total pour le groupe et côtoyant le milieu à la marge, j'ai essayé de ne laisser apparaître que mon côté laborieux de travailleur sérieux, de fonctionnaire soucieux. Cette recherche d'univocité du rôle auprès des officiers a sans doute favorisé une image de respectabilité. Je voulais être perçu quasi exclusivement comme un individu qui travaille. Les potins et les rumeurs qui accompagnent une existence routinière font chuter le crédit personnel des membres du groupe, réduits peu à peu à des anecdotes de coulisses<sup>20</sup>.

Cette représentation commençait avec l'obligation d'être attentif à tout ce qu'on me



disait ou me montrait<sup>21</sup> ; celle aussi de laisser percevoir un état de disponibilité<sup>22</sup>. Le professionnel, pensais-je, est perçu comme tel à partir du moment où l'autre constate que le chercheur sait justement repérer les objets dignes d'intérêt du milieu.

Ce phénomène d'acceptabilité sociale et technique qui nécessiterait une comparaison éprouvant les analogies pratiques entre l'objectivation et l'espionnage dans le registre des techniques d'infiltration, est renforcé, me semble-t-il, par le comportement d'un chercheur qui ne passe pas tout son temps de présence à étudier les autres. Tout en essayant de tout observer, je tentais de produire l'apparence du laisser-aller dans les situations où ces acteurs estimaient vraiment que leur temps de relâchement était venu : l'ethnographe ne peut faire autrement que de respecter les rythmes du milieu. Comme manger aux mêmes heures et avec tout le monde ; comme s'habiller en militaire (rangers et treillis) lorsque le civil se tache<sup>23</sup> et risque de se blesser<sup>24</sup>.

Plus précisément, dans les moments où l'activité change, je tentais de m'adapter aux changements de posture. Ainsi, je prenais autant que possible la pose du «fatigué qui prend du bon temps» au bar des officiers lorsque nous revenions d'un exercice et que tout le monde s'affalait ostensiblement sur les canapés et cherchait à blaguer.

### *Le couplage de deux techniques d'observation*

Dans cet état d'observation croisée, le mode de prélèvement des informations devient lui aussi déterminant. Il ne s'agit pas seulement de faire accepter son être mais aussi ses instruments de travail. Au début de l'enquête, je n'osais sortir mon calepin pour prendre des notes. Devant la multitude de choses à enregistrer, il a fallu dépasser ces réserves. Je n'ai pas senti d'obstacles majeurs contre ce procédé d'inscription, alors qu'il me

semblait inconcevable d'utiliser un enregistreur. C'est l'usage de ce carnet qui m'a fait découvrir, en pratique, la rupture de cadrage scientifique entre l'observation intersticielle et l'observation participante : mon sens pratique m'obligeait à rentrer le bloc toutes les fois qu'on passait d'une situation d'observation/accompagnement à la marge (regarder les manœuvres, assister à un rituel à la caserne, s'habiller en treillis pendant toute la durée du stage) à une situation de participation distanciée qui suppose une présence dans l'action en mimant un rôle interne plus ou moins factice (participer à une fuite rituelle (voir plus bas) ; accepter d'évoluer, le temps d'un exercice, dans un escadron ; manger avec les agents). La première posture équivaut à une représentation où le chercheur travaille sans interférer avec l'action<sup>25</sup>, ce qui n'empêche pas certaines interactions avec le milieu. Par exemple, pendant les scènes de charges simulées, je pouvais m'entretenir avec certains instructeurs ou converser tranquillement avec le médecin se précipitant, quelques secondes après, vers un blessé, ou avec un instructeur qui abordait un thème avec moi tout en observant l'exercice auquel il recollait à la moindre défaillance de l'élève-officier ou du gendarme.

La seconde posture renvoie à une position contrainte ou délibérée de construction d'un rôle participatif dans une action à observer ou non. Ce prélèvement en dédoublement débouchait sur des résultats inégaux : lors des actions de repas, je passais mon temps à justifier mon travail car, changeant à chaque fois de table (erreur !), j'étais à nouveau assailli par les questions d'identification et de mobile. On ne parlait que de moi ! Par contre, quand j'ai participé à un exercice de maintien de l'ordre, j'en ai retiré des impressions certes faussement phénoménologiques<sup>26</sup> mais dont un certain nombre a pu être recoupé par la suite ; sans quoi certains indicateurs du coût de l'action de maintien de l'ordre m'auraient échappé : fatigue, gêne du masque, chaleur,

sentiment d'être perdu dans un événement mouvant qu'on ne contrôle absolument pas quand on est exécutant, perception des distances très difficile, écoute très diminuée par le bruit et le casque. Bref, des signes cliniques qui me conduisaient à rechercher si les acteurs dépassaient ces handicaps. La capacité à suivre le chef «comme un seul homme» me conforta dans l'idée que les opérations de maintien de l'ordre sont très délicates puisque collectives et menées dans un contexte très confus. Mes préjugés interdisaient jusque-là de saisir à quel point le maintien de l'ordre est un métier nécessitant l'apprentissage des différentes figures du répertoire.

Je jouais même parfois sur les limites en cherchant à rapprocher le plus possible la posture d'accompagnement de l'immixtion dans l'action : déambulation le long des parcours, suivi des exercices de nuit. Les cadres tentaient de ne pas trop s'éloigner de moi de peur qu'un mauvais coup ne survienne. Mais de mon côté, je souhaitais leur montrer que la polarité sociale – civil/intellectuel/féminin contre militaire/praticien/homme – pouvait se révéler bien fragile, même si ce défi – être capable de faire comme eux – ne prouve aucunement une quelconque productivité scientifique ! N'était-il pas – aussi – rentable de poser clairement quelques distances insurmontables ? Inversement, il leur prenait de venir à moi et là, leur intrusion – ou rite de passage – était fonctionnel car mon identité en partie réversible les rassurait. A la demande d'un capitaine, je me suis retrouvé une fois dans «la rue», dans un exercice ordinaire qui met face à face des manifestants (gendarmes dits «plastrons») simulant l'«agression» et les «vrais» gendarmes. Des gaz ont été lancés sans que je puisse avoir le réflexe de protection suffisamment rapide. Ôtant un masque incorrectement fixé, je me suis précipité hors du rang, pleurant et crachant. Les instructeurs sont venus nonchalamment à ma rencontre et ont ri avec une



27. «Le rôle de limier du fait social est souvent dans ce cas comparable à celui du détective ou du juge d'instruction. le crime est le fait, le coupable est l'interlocuteur, les complices sont tous les hommes de la société». Marcel Griaule, *Méthode de l'ethnographie*, PUF, 1957, p 59. Pour un officier de gendarmerie, la métaphore est sans doute une inversion sociale parfaite, donc parfaitement insupportable, puisque le chercheur est catégorisé en fonction des schèmes d'un professionnel de l'interrogatoire.

28. Quand le chercheur ne peut prendre de notes, que peut-il faire d'autre que de retenir des morceaux de phrases, des expressions ? Tel était le cas lors des repas, la répétition intérieure des mots permettant, parfois seulement, de se souvenir d'une réplique entière.

évidente complicité. L'un d'eux marqua l'événement en disant : «c'est votre baptême du feu».

*Une accumulation empirique  
sans ethnographe apparent*

Le fait de renoncer à administrer un questionnaire ou de créer un isolat social en sollicitant un entretien rendait le travail d'objectivation largement invisible. Les acteurs ne savaient pas vraiment quand je «travaillais». La chance du chercheur en ce cas, c'est que les agents ne maîtrisent pas les frontières de la pertinence sociologique. Le coût de l'absence de questionnement (explicite et formellement sociologique) peut être ainsi souvent dépassé en laissant venir à soi l'information : les acteurs sociaux, tout en ne supportant pas l'intrusion du regard en posture d'observation, laissent échapper de nombreuses informations dont ils n'évaluent pas exactement le statut proprement scientifique. C'est justement dans ces discours qui ne sont pas produits pour le chercheur, à savoir les conversations naturelles/ordinaires (déplacement, repas, bar) ou naturelles/festives (rituel, cocktail, sortie) que les agents se laissent aller à ce qu'ils sont, à cette banalité inaccessible des représentations différenciées en marge du discours officiel de l'institution et des entretiens «formels» : plainte, autour d'un verre au bar, de tel officier contre les trop nombreux appuis préfectoraux des patrons qui les confinent à l'impuissance «administrative» face à la «délinquance financière» (qui déroge à la règle de l'application de la loi à tous les citoyens) ; emportement de tel cadre, lors d'un cocktail tenu en l'honneur d'élèves-commissaires venus en stage, contre le pouvoir en place, menaçant de «prendre le maquis si on touche à l'intérêt national» (opposé à la règle de l'obéissance au pouvoir politique) ; constat rapide d'un autre officier, «radical-socialiste» qui jure de ne pas «défendre ceux qui ont de l'argent» (contraire à la règle du légicentrisme

qui rabat le rôle des corps répressifs à une seule fonction d'État). D'où, à l'époque, un refus global de faire des entretiens dans un groupe considéré comme hostile à la réflexivité car à la fois disposé au secret et prescriptif à l'égard des civils. L'entretien est classé comme une inversion de l'interrogatoire<sup>27</sup>.

Ils m'invitèrent un dimanche à les suivre au restaurant où ils se rendaient chaque année. Au début «officielle», l'atmosphère se détendit peu à peu. Certes, il faut mettre cette décrispation sur le compte du vin. Cependant, une histoire de défaillance leur montra que je ne me cachais pas «derrière ma science» : étant «bouclier» au milieu d'un escadron en exercice sans que les gendarmes soient avertis, je devais réagir comme tout le monde aux ordres des «chefs». Pris dans la tourmente des déplacements brusques, des gaz qui obscurcissent la visibilité, je me retrouvais dans une unité qui n'était plus la mienne. Je ne cherchais d'ailleurs pas à savoir quoi que ce soit de peur de perturber l'exercice. Un «collègue» me rappela à la réalité en me demandant : «t'es quel numéro toi ? » Je ne compris rien à sa question car on m'avait mis «tout habillé» dans une unité sans me préparer à l'exercice. Je fis le mort. A sa seconde relance, je finis par lui dire agacé que je n'en savais rien. Et là, avec une mauvaise humeur teintée d'étonnement, il me lança : «mais c'est qui ce con ? » Leurs éclats de rire indiquèrent une décrispation certaine de l'échange. Peu après, un commandant confia une anecdote sur son expérience de la manifestation anti-nucléaire de Golfech : alors qu'une charge avait provoqué une dispersion des contestataires «largement étrangers», des «autonomes allemands» selon eux, le chef d'escadron reconnut qu'il donna son accord pour une opération d'intimidation. Observant un couple dans une «2CV» qui gardait d'après ses subordonnés du «matériel», il accepta qu'un nombre limité de ses hommes aille endommager le véhicule «mis en morceaux»<sup>28</sup>. Trouant la banalité d'une vie profes-

sionnelle faite d'attentes et de «discipline», cette restitution, évoquée sur un mode burlesque (les pièces de la voiture «démontées» une à une, les têtes effarées des manifestants), n'aurait jamais pu être recueillie dans toute autre occasion d'«entretien».

## La gestion des méfiances

Mais ce bonheur sociologique lié à la rencontre de cette proximité distante et de l'impossibilité, pour l'acteur, de tracer des limites nettes à l'intérêt du chercheur, ne permettent pas d'éviter les états de crispation et par conséquent de blocages. La plupart du temps, le statut du chercheur interpelle les acteurs comme s'il assumait malgré lui le rôle d'un réactif (au sens chimique) du comportement «légal», des distances à observer, des retenues de langage auxquelles il faut se soumettre face au «public». Ce qui est clair, c'est qu'on ne peut pas rendre indifférent tout le monde (puisque la méthode repose ici sur la naturalisation relative des interactions) ni résoudre toutes les réticences affichées plus ou moins ostensiblement. La respectabilité ne suffit ainsi aucunement à créer une condition parfaite – loin s'en faut – de transfert d'information. A Saint-Astier comme ailleurs, la suspicion fut toujours présente à des degrés variables, quels que soient les groupes étudiés. Mais il a été plus ou moins facile de retourner les méfiances.

### *Le retournement du malaise en confiance*

Si je ne pouvais échapper au regard de l'autre, réciproquement, la vie collective s'offrait à moi sans manipulation possible. Les violences les plus visibles de la vie de caserne, notamment les admonestations d'un supérieur, les rites de passage, se livraient à moi sans fard. Les officiers instructeurs qui se tenaient parfois à côté de moi pouvaient se sentir gênés du décalage entre leurs discours de formation et une réalité parfois plus crue qui débordait



29. D'autres rites sont plus consensuels. Par exemple le «bahutage» consiste à réveiller le cadre en pleine nuit en sabrant le champagne en compagnie de toute la «promo».

des cadres de l'action qu'ils contrôlaient (des officiers pairs qui s'en prenaient à quelque gendarme-auxiliaire fautif par exemple). Pour éviter qu'ils ne se posent trop de questions sur mon virtuel sens critique, il fallait donner, chaque fois que possible, des preuves de mon acceptation globale des principes de l'organisation : je me rendis un jour avec trois officiers au terrain d'exercice de Saint-Astier. En chemin, on était en train de croiser un groupe d'appelés de la gendarmerie qui effectuait une corvée, en ramassant des mégots sur un vaste périmètre. L'un d'eux dit : «c'est vraiment une honte de voir ça». Mon «sens pratique» me fit réagir : «ça fait partie du rituel !». Ils rirent et la situation se débloqua rapidement. Sur un registre finalement proche de l'espionnage, il s'agissait d'offrir «naturellement» une répartition attendue après un test plus ou moins intentionnel. J'avais interprété cet excès d'humanisme comme un piège – sans doute involontaire – qui m'aurait poussé à en dire autant sinon davantage. Et c'est contre cet officier faussement «scandalisé» que je tentais une feinte révisionniste visant à en faire trop dans l'autre sens.

### *Un jeu de pirouette*

Dans un univers où il n'est pas possible de compartimenter ses présences, la diversité des positions occupées par les agents en fonction de leur rapport au chercheur ne peut être entièrement planifiée. Ordinairement, le chercheur se doit d'aménager ses rencontres de telle sorte qu'il n'entre pas en interférence avec un agent d'un groupe différent. Il lui faut pouvoir aménager ses jeux de rôles sans qu'une intrusion ne vienne révéler la facticité d'une représentation. Les interactions avec les indigènes commandaient alors des réponses précises pour chaque groupe : aux exécutants (les gendarmes qui étaient associés aux exercices de formation des élèves-officiers au titre d'unités à manœuvrer), aux élèves-officiers et aux officiers instructeurs. Cette précaution visait particulièrement les échanges entretenus

avec des non-officiers (gendarmes et gradés). L'usage de la familiarité (tutoiement, rigolades, confidences, participations à des illégalismes internes) avec les «subordonnés» a toujours été perçu comme une complicité contre les officiers, gardiens de la définition légale et légitime du corps. Qu'un officier découvre mon intérêt pour la chasse aux lapins sur les pistes d'Orly, effectuée par des gendarmes (de garde) engourdis qui organisent ainsi leurs adaptations secondaires, risquait de compromettre le sens de ma visite officiellement centrée sur le fonctionnement de l'instruction des gendarmes mobiles. Lorsque j'ai fait la connaissance du gendarme informateur qui m'évoqua un certain nombre de secrets collectifs, il nous apparaissait clairement impensable qu'un officier puisse accepter les discours de «déviation» de ses subordonnés. La même discrétion était respectée à l'égard des élèves-officiers. Plus les jours passaient, plus je me rapprochais de leurs pratiques. Ils me laissèrent assister à leurs rituels et me convièrent notamment à les suivre lorsqu'ils prirent le parti de refuser le dernier jour du stage – «squeezer» ou «faire la perche» – et de fuir collectivement à 4 heures du matin<sup>29</sup>. Un des dirigeants vint d'ailleurs me prescrire un silence absolu et je donnais ma parole. Le soir suivant, lors du retour, les cadres-instructeurs éprouvaient un certain malaise à mon égard, les uns gardant un silence réprobateur à l'égard de mon geste, les autres intervenant pour expliquer la disqualification d'un rituel qui avait été, selon eux, trop loin. Le lendemain, sans rien leur raconter de l'escapade, je demeurais auprès d'eux et je donnais tous les signes confirmatifs possibles de «neutralité» pour afficher mon indifférence lors des récriminations adressées aux élèves.

### *Des prises de positions forcées dans un univers fortement clivé*

Mais si certaines formes d'échange mettaient les instructeurs à l'écart alors que j'essayais d'en atténuer la portée critique à

mon égard, il reste que ma position objective entraînait des attentes différenciées qui ne pouvaient pas toutes être satisfaites : on se trouvait dans un microcosme dans lequel tout le monde évolue ensemble. Un fait permettra de comprendre les «contradictions du terrain» auxquelles le chercheur succombe malgré lui du fait de cette vie cloîtrée et communautaire qui le confronte à plusieurs groupes simultanément et parmi lesquels il est contraint plus ou moins fortement de privilégier un groupe de référence. Dans les premiers jours, je mangeais avec les officiers instructeurs qui provenaient de Melun et qui avaient reçu le message de la «Direction» leur donnant l'ordre de m'accueillir pendant le temps du stage à Saint-Astier. Au milieu de la première semaine, je leur demandais l'autorisation de déjeuner et de dîner avec les élèves-officiers dans le grand réfectoire segmenté en tables de 10. A partir de ce moment, les instructeurs semblaient affectés par le fait que je ne privilégiais plus leur table. Leur comportement était devenu plus directif pour les uns, plus réservé pour les autres. Attitude renforcée par l'existence de conflits entre la «base» et la «hiérarchie» : dans cet espace où le sacré de l'État les pousse à «laver le linge sale en famille», je dérangeais d'autant plus les cadres instructeurs que l'effet de perturbation induit par l'existence d'un étranger susceptible de colporter des informations délégitimantes était accentué par le parti pris d'évoluer au milieu des élèves-officiers. Je me suis fait ainsi un «ennemi» le jour où j'ai assisté à une scène de «grande engueulade» qu'un instructeur leur faisait subir. Quand j'entendis dans le silence le plus absolu des réprochés et au premier rang de la salle, les insultes qui les rabaisaient, il me sembla nécessaire de ne pas enregistrer ces propos. Mais quand, prisonnier d'un lourd contentieux avec ses élèves, l'instructeur les insulta et les traita de «langues de putes», je décidai de quitter la salle. Effectivement, je ne souhaitais pas accentuer leur

déshonneur mais l'instructeur l'interpréta comme une résistance ouverte contre sa personne. Piégé par ma position sur le terrain, je ne pouvais échapper à la dénonciation des uns et à la reconnaissance des autres.

L'exercice forcément visible de l'investigation soulevait de nombreuses expressions de dégoût ou des ripostes. Avec la prise de photo, qui laisse une trace, les réserves se faisaient beaucoup plus actives. Ces intrusions agaçaient parfois tellement les agents que je le sentais dans leur regard ou parce qu'ils chuchotaient avec un air de conspiration ou se retournaient vers moi. Les ripostes verbales étaient rares car les agents pouvaient éprouver des réticences à «offenser» un inconnu qui pouvait être un «protégé». Mais il n'y a pas que le mode de prélèvement qui suscitait des réactions de vigilance ou de dénonciation. Il y eut aussi l'intensité du «pressage de citron». Par exemple, je n'ai pas bien mesuré le sens des limites le jour où, accompagnant les élèves-officiers dans leur fuite rituelle contre les cadres instructeurs, nous avions, en car, quitté secrètement la caserne à 4 heures du matin. Nous prenions la direction de Sarlat et, arrivant au terme de l'enquête, je profitais du temps libre pour réaliser sans crainte les premiers entretiens formels enregistrés. Si je percevais vaguement que venir m'asseoir auprès d'un des leurs après chaque échange soulevait des regards inquisiteurs et produisait l'effet d'un «à mon tour d'y passer», je n'ai pas vu pour autant la crise arriver. Un élève non questionné dénonça ce travail : «on ne pense qu'à la fin de ce stage, ça fait trois ans que ça dure et on est à bout. On ne pense qu'à rentrer chez nous, pas de parler de tout ça». Ce qui était insupportable, c'était de les «faire parler» dans un moment de détente très attendu par suite de la pression très forte qui pesait sur les «évalués». A la suite de cette crise, je n'osais plus poursuivre la démarche d'entretien et je décidais de regagner la caserne le plus tôt possible.

*De l'autocrispation au malaise*

Étudier la gendarmerie mobile, c'était pour moi me confronter virtuellement à tous les membres de l'organisation. Mon niveau d'entrée – par un commandant au départ, devenu lieutenant-colonel en fin de thèse – était faible. Je n'ai jamais été directement appuyé par un général ou un membre de cabinet du ministère de la Défense. Je ne pouvais jamais savoir qui au juste appuyait la demande d'une part et d'autre part, quel était le degré réel de la hiérarchie sollicitée. Tantôt «le» contact prévenait un collègue de même grade de mon arrivée (entretiens à l'école de sous-officiers de Montluçon, archives du centre de documentation des écoles de Maisons-Alfort, observation d'exercices à Melun). Et une autre fois je recevais un courrier d'un général (archives du Blanc) attestant que l'ouverture du terrain, cette fois-ci était accordée par la «Direction». Aveuglement sur les soutiens qui fragilisait en conséquence les modalités de mes interventions car je n'osais pas m'imposer dans les multiples transactions sur le terrain. Cet état d'incertitude sur mes droits d'investigation me conduisait à adopter un profil bas. Lorsque le Directeur de la gendarmerie fit une visite à Saint-Astier en compagnie du Directeur de la police, je pris garde de ne pas le rencontrer ni même d'assister au «pot» qui clôtura le déplacement. Ne sachant pas vraiment si le directeur était au courant de ma venue et supposant qu'un haut fonctionnaire avait signé par délégation le courrier (au cas où «le» contact eût demandé un accord de principe pour ce travail), je ne souhaitais pas subir son étonnement irrité voire un renvoi pur et simple. Par ailleurs, le suivi des exercices de maintien de l'ordre représentait la mission officielle. J'ai souhaité dépasser la simple visibilité des exercices et

conquérir d'autres «matériels», sans que cela soit ni nécessaire au vu de la mission, ni acquis : prise de photos, accès aux rapports d'intervention, discussions informelles et contextualisées avec toutes les catégories d'agents possibles alors qu'au départ, je parlais avec des officiers instructeurs, observation de rituels. Ce qui me donnait l'impression d'effectuer des manœuvres enchâssées d'«infiltration» sur des lieux plus difficiles, un peu comme on ouvre des portes successives sans cesse plus verrouillées. Résultat : quand je travaillais le soir à recopier dans un bureau les rapports d'intervention archivés, je ne me sentais pas légitimé à entreprendre trop tardivement ce travail, de peur que «quelqu'un» y décelle un comportement anormal. L'accord avait été donné verbalement par l'officier chef du service mais cette tâche ne faisait pas partie des autorisations de départ. La tension consubstantielle aux mille précautions d'ajustement ouvre sur une analyse des malaises, sur une sociologie des émotions induites par ces situations de rapprochement improbable entre acteurs. Avec l'angoisse générale de ne pas réussir, surtout le premier soir de «caserne» où tout restait à faire, avec certaines peurs telle que le fait d'entrer pour la première fois dans le réfectoire des officiers puis à nouveau plus tard celui des élèves-officiers, avec les microdéprimés liées à la solitude laborieuse de la chambrée chaque soir, avec la crainte qu'on ne découvre mon journal de bord caché sous mon lit, l'affectif a traversé de part en part le rapport à cet objet. A la gestion des méfiances, toute cette surface sociale formelle, cette distanciation psychotique s'ajoutait les effets de la contrainte d'une «captivité volontaire» comme dit Malinowski. Je reprenais mon souffle en marquant un territoire imaginaire : le journal de terrain, double redresseur de torts.